

KAISER, K.J.J. KIRTON et J.P. DANIELS. *Shaping a New International Financial System. Challenges of Governance in a Globalizing World, The G8 and Global Governance Series.* Adelshot, Brookfield, USA, Ashgate, 2000, 280 p.

Jacques Fontanel

Volume 33, numéro 3, 2002

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704459ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704459ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Fontanel, J. (2002). Compte rendu de [KAISER, K.J.J. KIRTON et J.P. DANIELS. *Shaping a New International Financial System. Challenges of Governance in a Globalizing World, The G8 and Global Governance Series.* Adelshot, Brookfield, USA, Ashgate, 2000, 280 p.] *Études internationales*, 33(3), 584–587.
<https://doi.org/10.7202/704459ar>

Le chapitre 11 présente l'impact de la globalisation sur le système financier international. Enfin le dernier chapitre propose une analyse intéressante de l'évolution de ces Sommets.

- Après une réduction de leur importance dans les années 1980, ils ont repris progressivement du poids dans les relations économiques internationales, avec une amélioration des procédures de coopération. L'existence du G8 est en lui-même un contrepoids contre l'hégémonie américaine, notamment avec l'influence grandissante de l'Europe.
- Les interdépendances croissent, favorisant la globalisation et réduisant la propension aux conflits guerriers. Or, les problèmes abordés sont très complexes et ils nécessitent une coopération constante.
- Enfin, les chefs de gouvernement ont réagi contre leur progressive perte de pouvoir face aux institutions régionales ou globales. Les Sommets se situent toujours au-dessus de la mêlée des organisations mondiales et ils négligent l'importance politique des bureaucraties internationales. Ce contact constant restitue le pouvoir démocratique mis indirectement en danger par des institutions pérennes.

Cet ouvrage présente les évolutions des Sommets du G7/G8. Il montre que le contenu des négociations évolue constamment. Les Sommets ont ainsi légitimé les taux de change flottants à Rambouillet (1975), traité des questions de la crise de la dette des banques commerciales (de

1982 à 1989), de la dette des pays les plus pauvres (de 1988 à 1999) et de la probabilité de la crise financière (de 1995 à 1999). L'analyse de Nicholas Bayne est évidemment très utile pour comprendre comment, très progressivement, le processus de globalisation a été mis en place, encouragé par tous les hommes d'État appartenant à ce groupe très fermé. Au fond, c'est à l'histoire des relations internationales du dernier quart du *xx*^e siècle auquel il nous convie. La lecture est utile. Elle intéressera plus particulièrement les « historiens » de la mondialisation.

Jacques FONTANEL

Espace Europe

Université Pierre Mendès France, Grenoble.

**Shaping a New International
Financial System.
Challenges of Governance
in a Globalizing World, The G8
and Global Governance Series.**

KAISER, K., J.J. KIRTON et J.P. DANIELS.
*Adelshot, Brookfield, USA, Ashgate,
2000, 280 p.*

Pendant les années 1990, la communauté internationale célébrait la fin de la guerre froide, les progrès du processus de globalisation par l'élargissement de l'économie de marché et l'essor du respect des libertés, des droits de l'homme et de la démocratie. Or, le *xxi*^e siècle s'ouvre vers des perspectives moins agréables avec le danger accru de crises financières dévastatrices, qui conduisent à d'importantes pertes de pouvoir d'achat pour les pays émergents. Ainsi, les crises du Mexique, de la Russie, du Brésil, de l'Asie et aujourd'hui de l'Argentine ont fragilisé l'économie

mondiale, réduisant ainsi la confiance dans le processus de la globalisation, facteur essentiel du développement économique. Si les pays du G7 ont toujours échappé aux effets les plus dévastateurs de la crise, ils n'en sont pas moins touchés par les dommages collatéraux. Le système financier international n'est pas suffisamment bien structuré pour réduire ces phases d'effondrement économique si préjudiciables à l'économie mondiale. Il s'agit donc de créer une nouvelle architecture financière nécessaire aux besoins de l'économie globale, en insistant sur sa logique économique et sa faisabilité politique.

L'ouvrage de Kaiser, Kirton et Daniels propose cinq objectifs majeurs.

- D'abord, il convient de déterminer les causes de la crise et de sa contagion et d'étudier les facteurs qui permettent de les combattre.
- Ensuite, la communauté internationale cherche à trouver des solutions au challenge offert par la crise. La mise en évidence de son action et de la qualité de ses actions est essentielle.
- Il est intéressant de souligner les déficiences de l'ancien système et d'indiquer les nouveaux mécanismes à mettre en place (en matière de précaution, de transparence ou de surveillance, par exemple) pour améliorer le fonctionnement positif du système dans un univers instable.
- La question de la responsabilité relative et du rôle des institutions internationales, des gouvernements et des opérateurs privés du marché doit être posée.

- Enfin, l'analyse du rôle spécifique du G7 implique la détermination du choix de son action, la construction et la gouvernance du système financier.

Après le chapitre introductif, le chapitre 2 de Nicholas Bayne (*The G7 Summit's Contribution : Past, Present and Prospective*) met en évidence les étapes des relations entre le G7 et le système financier, souvent définies par les crises financières, de l'établissement d'un système généralisé de taux de change flexibles en 1975 à la crise asiatique (1998). Le G7 permet la définition de solutions impossibles à formuler à un niveau inférieur.

Dans le chapitre 3, Takashi Kiuchi (*The Asian Crisis and its Implications*) étudie les origines et les causes de la crise financière asiatique de 1998. Il insiste sur le rôle que peut exercer le G7 vers un mécanisme *de facto* de zone cible.

Duncan Wood (*The G7, International Finance and Developing Countries*) étudie, du point de vue des pays en développement, le travail du G7 dans la réalisation et les réformes du système financier international. Celui-ci a été globalement efficace pour la renégociation de la dette, la coordination des politiques macroéconomique et les propositions de réforme institutionnelle, même si les intérêts des pays en développement n'ont pas été suffisamment pris en compte, du fait d'un déficit de dialogue et de consultation.

John Kirton (*The Dynamic of G7 Leadership in Crisis Response and System Reconstruction*) explique le fonctionnement et l'importance du G7 dans l'architecture financière internationale.

Dans le chapitre 6, George von Furstenberg analyse le concept de transparence comme un facteur fondamental de pouvoir. Il considère que par la nature même de l'information disponible, il est illusoire d'attendre une transparence statistique suffisante, mais la transparence politique constitue un instrument essentiel pour les opérateurs financiers.

Joseph Daniels (*Global Capital Flows : Maximizing Benefits, Minimizing Risks*) présente les réponses du G7 à la lumière des bénéfices et problèmes perçus par la libéralisation des marchés des capitaux. Il étudie le Rapport des Ministres des Finances du G7 du Sommet de Cologne et il considère que si le G7 cherche à limiter les risques de dérapage il offre, au total, peu de solutions institutionnelles, notamment pour répondre aux questions des pays en voie de développement.

Dans le chapitre 8, Norbert Walter (*The New Financial Architecture for the Global Economy*) étudie les conditions de mise en place d'un système financier international stable. Il doute des capacités de surveillance du G7. Il faudrait créer un mécanisme spécifique de traitement de la faillite dans le secteur financier et arrêter l'excessive capitalisation des institutions financières en situation difficile.

Curzio Giannini analyse le rôle du FMI comme prêteur en dernier ressort dans le chapitre 9. Cette question est de plus en plus d'actualité dans un environnement global, mais le FMI doit surtout repenser son rôle comme un « fournisseur » de crédibilité et un instrument d'incitation des prêts privés aux pays en difficulté. Le

FMI doit éviter de se penser comme une banque centrale mondiale.

Olivier Davanne et Pierre Jacquet (*Practising Exchange Rate Flexibility*) analysent la question du régime approprié de change pour les pays émergents ou développés, en vue d'assurer la stabilité financière internationale. La flexibilité de taux de change reste nécessaire, mais elle peut s'inscrire dans un système de parités de référence ajustables. Le tandem FMI et G7 pourrait renforcer la gestion et la surveillance du système de change.

Le chapitre 11, de von Furstenberg, pose la question de l'émission de monnaie et du taux de change des petits pays. Il conclut à l'intérêt d'une consolidation monétaire régionale et à la disparition des monnaies trop faibles.

Enfin, le dernier chapitre « *From Globalisation to Regionalism : The Foreign Direct Investment Dimension of International Finance* » de Alan Rugman insiste sur les degrés différents de globalisation des secteurs, sur le rôle des firmes multinationales et leur pouvoir politique sur les États. Le processus d'intégration internationale est conduit par une politique stable des investissements directs à l'étranger, fondée sur un régionalisme concernant principalement les pays riches de la Triade. Ainsi, la localisation est plus importante que l'élargissement du processus à l'ensemble du monde.

L'ensemble des articles est de bonne qualité. Il n'est pas sûr cependant que l'on trouve dans ce livre le mode d'emploi d'un système financier international stable, imperméable aux fluctuations et aux crises, capable de maintenir un niveau de confiance

suffisant. Les idées développées dans ces articles ne sont pas toujours en adéquation les unes par rapport aux autres. Globalement, les auteurs semblent plutôt confiants sur le potentiel d'action et de réaction du G7. Un ouvrage à lire pour comprendre les fondements des crises financières internationales.

Jacques FONTANEL

Espace Europe

Université Pierre Mendès France, Grenoble.

**New Directions in Global
Economic Governance.
Managing Globalisation
in the Twenty-First Century.**

KIRTON, John J. et George M.

*von FURSTENBERG (dir.). Adelshot,
Brookfield, USA, Ashgate, 2001, 364 p.*

Dans ce volume dense et de très bonne facture analytique, les auteurs ont rassemblé des études qui pointent les transformations affectant le système économique et financier planétaire et les nouvelles tendances en matière de gouvernance au plan de la globalisation économique. En réalité, ce sont les différents sommets des G7-G8 qui retiennent en priorité l'attention des chercheurs dont les études rassemblées tentent de dessiner les logiques à l'œuvre dans les réunions économiques au sommet en matière de régulation de l'ordre économique mondial.

Trois grandes parties et une conclusion structurent l'ouvrage. La première partie regroupe des études ayant trait aux nouveaux défis lancés à la gouvernance économique globalisée. D'emblée, N. Bayne, dans un chapitre 2, rappelle l'histoire des sommets de 1975 à celui d'Okinawa en juillet 2000 et dresse l'inventaire des nouveaux

défis économiques à partir d'une évaluation du sommet d'Okinawa du G8 en juillet 2000. On notera qu'outre les problèmes classiques ayant trait à la libéralisation, à la libre circulation des biens et à la baisse des barrières douanières et tarifaires, c'est un ensemble de problèmes nouveaux qui sont posés. Ces nouvelles questions proviennent soit de l'évolution technologique et partant du nouvel ordre international de l'information, soit des dysfonctionnements d'un libéralisme qui génère désordres mafieux et trafics en tous genres. Il ne faut pas oublier non plus le statut et la place des pays en voie de développement et leur appréhension craintive de la mondialisation. Ces évolutions ne manquent pas de se répercuter sur un plan pratique. Ainsi, en va-t-il au plan des affaires, notamment de l'e-business et du commerce électronique qui sont envisagés par T. Lawton (chap. 3). Le rôle prépondérant des États-Unis dans la mise en place de règles en la matière d'économie de l'information est souligné par M. Mastroeni (chap. 4). Une autre étude met en exergue le thème de la transparence qui est désormais suscité à chaque progrès technologique ainsi qu'à chaque fois que des procédures financières – avec les potentielles dérives qu'elles recèlent – sont mises en place (M. von Furstenberg ; chap. 5).

La deuxième partie de l'ouvrage est plus financière. Dans un intéressant développement, S. Dallaire s'exerce à montrer que les dites « nouvelles orientations en matière de gouvernance financière globale » restent inchangées. En dépit de la crise financière des années 1997-1999, le credo du FMI et du G7 demeure le même : la croyance dans un libéralisme porteur de développement